



RESUME DE LA CINQUIEME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE: 25-27 NOVEMBRE 2013

La cinquième session du Groupe de travail ouvert à tous (GTCNL) de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) sur les objectifs de développement durable (ODD) s'est déroulée du 25 au 27 novembre 2013, au siège de l'ONU à New York. La réunion a rassemblé les membres du GTCNL et d'autres États membres, des observateurs et des représentants des institutions des Nations Unies et des grands groupes sociaux, pour l'examen de questions thématiques intéressant: (a) la croissance économique soutenue et inclusive, les questions de politique macroéconomique (y compris le commerce international, le système financier international et la viabilité de la dette extérieure), le développement des infrastructures et l'industrialisation, et (b) l'énergie.

Macharia Kamau, représentant permanent du Kenya, et Csaba Körösi, représentant permanent de la Hongrie, ont servi en tant que coprésidents et ont ouvert la réunion par la lecture d'un résumé des progrès accomplis par le GTCNL durant les quatre premières sessions, des activités menées au cours de la période intermédiaire de cinq mois, et du travail qui reste à réaliser. Des déclarations programme et des experts ont présenté de brèves observations au début des débats sur les deux points de l'ordre du jour, ce après quoi les gouvernements, les organisations intergouvernementales, les groupes d'intérêt du GTCNL et des représentants des grands groupes sociaux ont présenté leurs idées concernant la façon dont les thèmes pouvaient être pris en compte dans les ODD.

Körösi et Kamau devaient présenter, mercredi après-midi, un résumé de clôture rendant compte du niveau élevé de convergence entre les délégations au cours des trois jours. Leur résumé a souligné la convergence sur: la condition préalable d'avoir une croissance économique pour l'éradication de la pauvreté; l'industrialisation et le développement des infrastructures comme principaux moteurs de la croissance économique; un commerce ouvert, juste et fondé sur des règles; l'accès à une énergie sûre, fiable et abordable; l'importance du rôle des énergies renouvelables dans le système énergétique; et les rôles importants de l'efficacité énergétique et de la conservation en tant que composantes de la durabilité.

Le GTCNL se réunira à nouveau dans une semaine, du 9 au 13 décembre 2013, pour discuter: des moyens de mise en œuvre (la science et la technologie, le partage des connaissances et le renforcement des capacités); du partenariat mondial pour le développement durable; des besoins des pays en situation particulière, les pays africains, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, ainsi que des défis particuliers auxquels sont confrontés les pays à revenu intermédiaire; et des droits humains, du droit au développement et de la gouvernance mondiale.

BREF HISTORIQUE DU GTCNL

A la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio+20), tenue à Rio de Janeiro, Brésil, du 13 au 22 juin 2012, les gouvernements ont convenu de lancer un processus visant à élaborer un ensemble d'ODD. Ils ont appelé à la création d'un GTCNL comprenant 30 représentants des cinq

DANS CE NUMÉRO

Bref historique du GTCNL	2
Compte-rendu de la GTCNL-5	3
La croissance économique soutenue et inclusive, les questions de politique macroéconomique (y compris le commerce international, le système financier international et la viabilité de la dette), le développement des infrastructures et l'industrialisation	3
L'énergie	8
Synthèse et observations finales des coprésidents ...	11
Brève analyse de la GTCNL-5	11
Réunions à venir	12
Glossaire	12



groupes régionaux des Nations Unies, désignés par les États membres des Nations Unies, pour l'élaboration d'une proposition concernant les ODD à soumettre à l'AGNU, à sa 68^e session, pour examen et action appropriée.

Le document final souligne, entre autres:

- l'importance de rester fermement attaché à la réalisation complète et rapide des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et au respect de tous les principes de Rio, en tenant compte de la diversité des situations, capacités et priorités nationales;
- les ODD doivent être orientés vers l'action, concis et facile à communiquer, en nombre limité, ambitieux, de nature globale et universellement applicable à tous les pays, et doivent être axés sur les domaines prioritaires pour la réalisation du développement durable;
- la nécessité de s'assurer de la coordination et de la cohérence avec les processus penchés sur le programme de développement de l'après-2015, et de recevoir une première contribution au travail du GTCNL de la part du Secrétaire-général des Nations Unies, en concertation avec les gouvernements nationaux;
- la nécessité d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs assortis de cibles à atteindre et d'indicateurs, en tenant compte de la diversité des situations, capacités et niveaux de développement nationaux; et
- l'importance d'avoir à disposition une information globale, intégrée et scientifiquement fondée sur le développement durable, et de bénéficier de l'appui des commissions économiques régionales dans la collecte et la compilation des contributions nationales visant à éclairer cet effort mondial.

L'AGNU a approuvé le document final, intitulé *L'Avenir que Nous Voulons*, dans sa résolution 66/288, du 30 novembre 2012.

REUNION EXTRAORDINAIRE DE L'AGNU SUR LE THEME « CONCEPTUALISER UN ENSEMBLE D'OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE »: Le 16 octobre 2012, la Deuxième Commission de l'AGNU a tenu, au siège de l'ONU à New York, une réunion extraordinaire consacrée au thème de la « Conceptualisation d'un ensemble d'objectifs de développement durable ». L'événement a été, pour les participants, une première occasion d'examiner la façon dont les ODD pouvaient bâtir sur les OMD, et des éléments éventuels pouvant constituer les caractéristiques et l'architecture des ODD.

PREMIERE CONTRIBUTION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AU GROUPE DE TRAVAIL A COMPOSITION NON LIMITEE: Le 17 décembre 2012, le Secrétaire général de l'ONU a publié sa première contribution au GTCNL (A/67/634). Le rapport présente une synthèse des contributions reçues par le biais d'un questionnaire envoyé aux États membres en septembre 2012. Elle comprend les points de vue des États membres sur: les domaines prioritaires des ODD; le besoin d'établir un équilibre entre les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable; l'importance de l'utilisation des ODD au niveau des pays; la détermination de cibles nationales pour des objectifs globaux applicables à l'échelle universelle; l'intégration des buts et objectifs disponibles; la nécessité de s'assurer de la cohérence avec le programme de développement pour l'après-2015; l'évaluation des progrès accomplis; l'engagement de toutes les parties prenantes; les principes régissant les ODD; et l'établissement d'un nouveau partenariat mondial pour le développement.

RESOLUTION 67/203 DE L'AGNU: Le 21 décembre 2012, l'AGNU a adopté la résolution 67/203 qui appelle le GTCNL à présenter son rapport à l'Assemblée générale, au début de sa 68^e session, de préférence avant la première réunion du forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN). La résolution appelle également le GTCNL à présenter régulièrement un rapport sur les progrès accomplis, en tenant compte de la tenue de la première réunion du FPHN et de la réunion extraordinaire de l'AGNU, pour le suivi des efforts déployés pour la réalisation des OMD.

DECISION DE L'AGNU ETABLISSANT LE GTCNL (67/555): Le 22 janvier 2013, l'AGNU a adopté une décision établissant la composition du GTCNL, telle qu'elle a été allouée aux cinq groupes régionaux de l'ONU. Selon l'annexe de la décision, six sièges sont occupés par des pays à titre individuel: le Bénin, le Congo, le Ghana, la Hongrie, le Kenya et la Tanzanie. Neuf sièges sont occupés par des paires de pays, comme suit: Bahamas/Barbade; Belarus/Serbie; Brésil/Nicaragua; Bulgarie/Croatie; Colombie/Guatemala; Mexique/Pérou; Monténégro/Slovénie; Pologne/Roumanie; et, Zambie/Zimbabwe. Quatorze sièges sont occupés par des trios de pays, comme suit: Argentine/Bolivie/Equateur; Australie/Pays-Bas/Royaume-Uni; Bangladesh/République de Corée/Arabie Saoudite; Bhoutan/Thaïlande/Vietnam; Canada/Israël/États-Unis; Danemark/Irlande/Norvège; France/Allemagne/Suisse; Italie/Espagne/Turquie; Chine/Indonésie/Kazakhstan; Chypre/Singapour/Émirats Arabes Unis; Guyane/Haïti/Trinité-et-Tobago; Inde/Pakistan/Sri Lanka; l'Iran/Japon/Népal; et, Nauru/Palau/Papouasie-Nouvelle-Guinée. Un siège est partagé par quatre pays: Algérie/Egypte/Maroc/Tunisie.

PREMIERE SESSION DU GTCNL: La GTCNL-1 a eu lieu les 14 et 15 mars 2013, au siège de l'ONU à New York. Lors de la réunion, qui a englobé des déclarations des États membres et un débat interactif sur le thème « Conceptualisation des ODD », les participants ont échangé leurs premières vues sur le fond et la forme des ODD.

DEUXIEME SESSION DU GTCNL: La GTCNL-2 a eu lieu du 17 au 19 avril 2013 au siège de l'ONU à New York. Les discussions y ont porté sur la conceptualisation et le processus des OCC, ainsi que sur l'éradication de la pauvreté. Les délégués y ont discuté du cadre global de l'éradication de la pauvreté et du développement durable, et des questions intersectorielles comme, notamment: la gouvernance, l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes; les droits humains et les approches fondées sur les droits; et les moyens de mise en œuvre. Les délégués y ont également discuté des programmes de travail pour l'exercice 2013-2014 et pour la GTCNL-3 et la GTCNL-4.

TROISIEME SESSION DU GTCNL: La GTCNL-3 s'est tenue du 22 au 24 mai 2013 au siège de l'ONU à New York. La réunion a été consacrée à l'examen des questions thématiques suivantes: (a) la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture durable, la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse; et (b) l'eau et l'assainissement.

QUATRIEME SESSION DU GTCNL: La GTCNL-4 a eu lieu du 17 au 19 juin 2013 au siège de l'ONU à New York. La réunion a été consacrée à l'examen des questions thématiques suivantes: (a) l'emploi et le travail décent pour tous, la protection sociale, la jeunesse, l'éducation et la culture; et (b) la dynamique de la santé et de la démographie. La session

devait englober également un exposé de l'auteur principal pour le Groupe de haut niveau de l'ONU sur le programme de développement de l'après-2015.

PREMIÈRE RÉUNION DU FORUM DE HAUT NIVEAU POLITIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE:

La réunion inaugurale du FPHN, sous l'égide de l'Assemblée générale, s'est tenue le 24 septembre 2013. La session a été divisée en plusieurs segments consacrés aux thèmes suivants: « De la vision à l'action », « Partenariats mondiaux pour le développement dédiés à la création d'emplois et à l'amélioration de la durabilité des modes de vie » et « Cartographie de la voie à suivre pour l'éradication de la pauvreté et la garantie d'un développement durable ». Les chefs d'État et de gouvernement, les ministres et autres dirigeants ont articulé un certain nombre de propositions concrètes sur le rôle du FPHN: il doit inclure les parties prenantes; il doit mettre l'accent sur la reddition de comptes; il doit examiner le programme de développement de l'après-2015 et la mise en œuvre des ODD; et il doit examiner les questions à partir des perspectives scientifique et locale.

REUNION EXTRAORDINAIRE DE L'AGNU SUR LA REALISATION DES OMD: La réunion extraordinaire de haut niveau a eu lieu le 25 septembre 2013, au siège de l'ONU à New York. Le document final de la réunion a déterminé que le travail du GTCNL doit, à partir de septembre 2014, alimenter les négociations internationales sur le programme de développement de l'après-2015, et qu'un Sommet mondial aura lieu en septembre 2015 pour convenir d'un nouveau programme de développement des Nations unies.

COMPTE-RENDU DE LA GTCNL-5

Lundi matin, 25 novembre 2013, le coprésident du GTCNL, Macharia Kamau, a ouvert la cinquième session du GTCNL, présentant, avec le coprésident Csaba Körösi, les progrès réalisés au cours des quatre premières sessions du GTCNL, les activités accomplies durant les cinq mois de la période intérimaire, et le travail qui reste à mener durant la période à venir. Ils ont évoqué les domaines suivants comme faisant l'objet d'un consensus émergeant entre les États membres: la centralité de l'éradication de la pauvreté dans l'ordre du jour; les objectifs doivent être peu nombreux, mesurables et faciles à communiquer; le nouveau programme doit bâtir sur les OMD et favoriser leur réalisation; les nouveaux objectifs doivent être inclusifs et « ne laisser personne derrière »; et le programme doit être universel et s'appliquer à tous les pays, tout en reconnaissant la diversité des priorités et des niveaux de développement. Ils ont indiqué qu'un large soutien a été exprimé en faveur de buts ou d'objectifs portant sur: l'éradication de la pauvreté, la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement, la santé, l'éducation, l'emploi et de la réalisation d'un seuil de développement social à l'échelle universelle. Körösi a résumé les résultats des réunions importantes tenues depuis la GTCNL-4 en juin 2013, signalant que les différents acteurs y ont commencé à discuter des façons de procéder à un changement de paradigme permettant de favoriser le développement durable. Il a mis en exergue les questions difficiles encore sur la table, dont, entre autres: la croissance et le développement; la consommation et la production durables; le changement climatique; le principe des droits humains; et les inégalités.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE ET INCLUSIVE, LES QUESTIONS DE POLITIQUE MACROÉCONOMIQUE (Y COMPRIS LE COMMERCE INTERNATIONAL, LE SYSTÈME FINANCIER INTERNATIONAL ET LA VIABILITÉ DE LA DETTE), LE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ET L'INDUSTRIALISATION

Le débat sur la croissance économique durable et inclusive, les questions de politique macroéconomique (y compris le commerce international, le système financier international et la viabilité de la dette extérieure), le développement des infrastructures et l'industrialisation, a eu lieu le lundi 25 et le mardi matin 26 novembre. La discussion a débuté par deux allocutions programmes, à la suite desquelles, les coalitions et les groupes d'intérêts du GTCNL devaient présenter leurs déclarations. Un groupe d'experts a également eu lieu au cours de la séance du lundi après-midi.

LES DECLARATIONS-PROGRAMMES: Jagdish Bhagwati, Université de Columbia, a souligné que la réalisation de la croissance inclusive et durable signifie s'éloigner de l'approche des OMD qui consiste à avoir des objectifs simples pour tous les pays, vu que les conditions de départ de ces pays sont différentes, et confondre les instruments avec les objectifs, vu que l'efficacité des instruments n'est pas toujours établie. Bhagwati a, en outre, mis en relief l'importance des politiques de séquençage, soulignant que la croissance économique est une condition indispensable pour les dépenses sociales. Il a également souligné que les capacités d'absorption sont importantes pour l'efficacité de l'aide étrangère et que les technologies de lutte contre le changement climatique qui sont élaborées avec de l'argent public doivent être accessibles au public dans tous les pays.

Li Yong, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), a souligné que dans l'histoire, aucun pays n'a réalisé une croissance économique et n'a pu s'attaquer à la pauvreté sans une industrialisation d'envergure. Il a précisé que le développement industriel durable et inclusif doit être respectueux de l'environnement et doit pouvoir s'appuyer sur les technologies actuellement disponibles. Il a indiqué que les partenariats mondiaux multisectoriels et multipartites sont essentiels pour l'exploitation des connaissances disponibles permettant de parvenir à un développement industriel durable et inclusif. Il a parlé, en outre, de l'importance des investissements dans les infrastructures et des mécanismes de financement prévisibles à long terme pour le soutien de la croissance industrielle.

ECHANGE DE VUES INTERACTIF: Le coprésident Kamau a ouvert le débat, notant que les intervenants qui l'ont précédé ont mis en évidence que la croissance et le développement ne sont pas synonymes. Il a demandé aux délégués d'examiner les voies et moyens permettant de s'attaquer aux inégalités et au problème de la répartition, d'établir une différence entre les moyens permettant d'atteindre les objectifs et les objectifs eux-mêmes, et de répondre à la question de savoir si l'expérience de l'industrialisation vécue au cours des 200 dernières années est le cadre déterminant devant être retenu pour l'avenir.

Fidji, au nom du Groupe des 77 et de la Chine (G-77/Chine), a déclaré que le défi consiste à intégrer des concepts macroéconomiques qui ne faisaient pas partie des OMD, tels

que l'emploi, le commerce, la finance et la politique de la dette. Il a précisé que les concepts macroéconomiques sont un élément clé des objectifs, mais que leur traduction en objectifs pouvait s'avérer « risquée ». Il a également souligné que le commerce international est un catalyseur pour le développement; que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) doit entreprendre de sérieuses réformes institutionnelles; que le Cycle des négociations commerciales de Doha doit aboutir à une conclusion opportune, assortie d'un résultat équilibré de la Conférence ministérielle de Bali en décembre; que l'allègement de la dette est important; que les réformes du Fonds monétaire international (FMI) doivent être mises en applications et que le processus de sélection de son directeur-général doit être transparent; et que l'industrie doit jouer un rôle en devenant plus propre et plus efficace.

Le Gabon, au nom du Groupe africain, a souligné que l'Afrique est en train de se transformer économiquement, qu'elle a besoin d'une croissance économique rapide et inclusive pour améliorer ses capacités. Il a souligné que l'industrialisation est un outil puissant pour l'éradication de la pauvreté et que les améliorations structurelles conduiront à une augmentation des opportunités offertes aux citoyens. Le groupe a proposé un objectif portant sur la transformation structurelle et le travail décent, et a souligné, entre autres l'importance: de l'accès au marché; du commerce au service du développement; de l'investissement dans les infrastructures; d'un « vrai » partenariat mondial pour le développement; et de la résolution du problème de la dette.

L'Union européenne (UE) a souligné son engagement à mettre fin à la pauvreté, précisant que la croissance économique durable et inclusive est nécessaire mais pas suffisante pour atteindre cet objectif. Le délégué a déclaré que l'objectif doit être une croissance durable et inclusive, portant sur le long terme et rendant compte, de meilleure façon, des besoins environnementaux et sociaux. Il a également appelé au traitement des questions: des modes de consommation et de production non viables; de la promotion du plein emploi; de l'investissement dans les infrastructures; de l'engagement dans des marchés ouverts; et de l'amélioration de la réglementation financière.

Le Bénin, au nom des pays les moins avancés (PMA), a indiqué que bien que certains PMA aient connu une croissance économique grâce au coût élevé des produits de base, cela n'y a pas conduit à une augmentation de la création d'emplois pour tous. Le délégué a souligné l'importance d'un traitement préférentiel, dans le domaine du commerce, en faveur des PMA. Il a également souligné l'importance de placer l'accent sur: la transformation de l'infrastructure; une réforme systémique des institutions financières internationales (IFI) permettant d'assurer une représentation plus équitable des PMA; la nécessité de surmonter les dettes structurelles; et le transfert de technologie et la mobilisation de ressources financières.

La Tunisie, au nom du Groupe arabe, a souligné l'importance de l'infrastructure, du développement industriel, des pratiques agricoles améliorées et de l'amélioration des services publics, pour la réalisation du développement durable, l'éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités. Le délégué a également souligné: la nécessité, pour les pays industrialisés, de respecter leurs engagements en matière d'aide publique au développement (APD); le droit de tous les Etats à diversifier les sources d'énergie et à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;

la nécessité d'accroître l'intégration des institutions financières internationales; l'importance de conclure avec succès le cycle de Doha de l'OMC; et la nécessité de faciliter l'adhésion des pays en développement à l'OMC.

Le Pakistan a déclaré que les conclusions des coprésidents doivent souligner: que le programme de développement de l'après-2015 doit porter sur la transformation économique dans les pays en développement; que la croissance économique est une condition préalable à la réduction de la pauvreté; que des objectifs autonomes consacrés à la croissance économique dans les pays en développement doivent être explorés; et que l'emploi productif doit être une priorité. Le délégué a souligné que l'élimination de tous les obstacles posés à la migration internationale pourrait produire des avantages pour l'économie mondiale; et que de nouveaux droits de tirage spéciaux doivent être délivrés aux pays en développement.

L'Indonésie, intervenant également au nom de la Chine et du Kazakhstan, a souligné que les pays en développement peuvent tirer des avantages d'un système commercial ouvert, équitable et fondé sur des règles; et que les ODD doivent assurer une solution durable à la crise de la dette.

Le Viet Nam, parlant également au nom du Bhoutan et de la Thaïlande, a mentionné: que la croissance économique soutenue et inclusive doit être au centre d'un programme qui traite aussi des changements climatiques et des catastrophes naturelles; que l'industrialisation est importante pour amener un changement structurel et que le développement des infrastructures devrait compléter cela; et que l'appropriation nationale de la planification et de la mise en œuvre des stratégies de développement durable est nécessaire.

Singapour, intervenant également au nom de Chypre et des Emirats arabes unis, a déclaré qu'un ODD portant sur la croissance économique est nécessaire pour concentrer les efforts sur la structure de l'économie et sur le développement des infrastructures. La représentante a parlé de la complexité de la conception et de la définition de cet objectif, et a souligné qu'il est aussi un thème transversal. Elle a indiqué que les indicateurs servant à mesurer la durabilité et l'inclusion doivent être simples et universellement applicables.

La Turquie, parlant également pour l'Italie et l'Espagne, a déclaré que le modèle de croissance économique doit aborder les concepts de l'inégalité du revenu, du niveau de vie et de l'équité intergénérationnelle. Le délégué a souligné que l'industrialisation a le potentiel pour une amélioration durable des capacités, mais qu'elle doit être respectueuse de l'environnement. S'agissant de l'intégration dans l'économie mondiale, il a souligné que le système financier mondial a besoin d'être plus résistant et plus stable.

La Slovaquie, parlant également pour le Monténégro, a souligné qu'étant donné que les avantages de la croissance économique ne sont pas équitablement partagés, la qualité de la croissance est également importante. Le délégué a, en outre, mis en exergue: la nécessité d'une cohérence des politiques économiques avec les autres politiques; l'importance d'un système commercial multilatéral ouvert, prévisible et fondé sur des règles et du rôle central de l'OMC; la nécessité de profondes transformations pour créer une économie verte, englobant une croissance économique inclusive, la création d'emplois décents, une meilleure utilisation des ressources naturelles et des investissements dans les technologies à faible émission de

carbone; et l'importance, pour les ODD, d'être fondées sur des preuves, en utilisant des indicateurs d'ordre à la fois qualitatif et quantitatif.

Nauru, au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), a souligné les impacts négatifs de la crise financière et économique mondiale sur les petits États insulaires en développement (PEID) et les ripostes politiques qui y font face. La représentante a également souligné: que le système financier doit servir « l'économie réelle », avec une attention aux besoins des économies nationales des PEID; que des investissements dans les infrastructures, dans le capital humain, dans la capacité institutionnelle et dans la technologie sont nécessaires pour soutenir la transition visant à quitter l'économie de subsistance; et que les progrès accomplis vers les OMD sont inégaux et qu'ils requièrent une attention à diverses formes de ressources financières.

Le Ghana, intervenant au nom de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a souligné que bien, qu'en matière de croissance la performance des États africains se soit améliorée depuis le début des années 2000, cela ne s'est pas traduit en termes de diversification économique, de création d'emploi ou de développement social rapide. Le délégué a précisé que l'industrialisation a été le principal élément dans la réalisation de la réduction de la pauvreté et que plus d'investissements sont nécessaires pour s'assurer que l'industrialisation des produits de base puisse être le moteur de la croissance. Il a en outre suggéré d'inclure, dans l'avant-projet du GTCNL, un objectif portant sur la transformation structurelle et l'industrialisation durable et inclusive, tout en identifiant des objectifs spécifiques pour les secteurs de la manufacture, de l'énergie et des transports.

L'Irlande, parlant également pour le Danemark et la Norvège, a souligné qu'étant donné que, dans de nombreux pays, la croissance n'a pas été inclusive, soutenue ou durable, le nouveau cadre de développement doit être axé, entre autres, sur: la mesure de la performance économique au-delà du PIB; la structure, la répartition et la composition de la croissance économique; des conditions de travail décentes et sûres; la protection sociale et l'accès universel à l'éducation; l'autonomisation économique des femmes; et des trajectoires de croissance plus écologiques.

Le Zimbabwe, intervenant au nom de dix pays d'Afrique australe, a souligné que la réduction de la pauvreté doit rester au cœur de ce nouveau cadre de développement. Le délégué a souligné l'importance de l'industrialisation et des investissements dans l'infrastructure, de la réglementation des marchés financiers et d'un système de commerce équitable, et a souligné la nécessité de mettre l'accent non seulement sur la détermination de nouveaux objectifs de développement, mais aussi sur la mise en œuvre de ces objectifs.

La Serbie, parlant également pour la Biélorussie, a déclaré que la communauté internationale doit promouvoir une gestion durable des ressources naturelles et doit découpler la croissance économique de l'utilisation des ressources. La représentante a souligné que les apports monétaires doivent être gérés de manière à garantir les droits humains, la justice sociale et le développement durable. Au sujet de l'énergie, la Serbie a demandé à l'ONU de penser à un programme plus ambitieux qui tienne compte de l'énergie, d'une manière systématique, cohérente et efficace.

Le Brésil, au nom du Nicaragua, a souligné le rôle de l'État dans le soutien de la croissance inclusive. Le délégué a indiqué que des politiques publiques intelligentes peuvent améliorer l'emploi, la productivité et l'innovation et fournissent les ressources nécessaires pour s'attaquer aux problèmes les plus importants posés à la société.

La Roumanie, parlant également pour la Pologne, a souligné la nécessité de politiques appropriées pour internaliser les externalités négatives, rendre compte de l'utilisation du capital naturel et reconnaître les coûts réels de la croissance. La représentante a indiqué que les buts et objectifs du développement industriel et infrastructurel devraient être compatibles avec les droits de l'homme et être bâtis sur les conditions de marché appropriées.

L'Équateur, intervenant également pour l'Argentine et la Bolivie, a parlé de la création d'un nouveau modèle de développement et de gouvernance mondiale, comportant des processus décisionnels transparents et une participation équitable de tous les États. Le délégué a souligné l'importance d'une plus grande transparence des apports financiers et de l'arrêt des évasions financières vers les paradis fiscaux. S'agissant de la dette, il a indiqué que la priorité pour les pays en développement est de payer plutôt leur dette sociale que leur dette extérieure.

Les syndicats des travailleurs ont souligné la valeur de la concrétisation des OMD pour la réalisation des droits des travailleurs et ont déclaré que les ODD doivent assurer le travail décent pour tous et une répartition équitable de la croissance économique.

La Croatie, parlant également pour la Bulgarie, a souligné la nécessité de modèles de croissance économique établissant un équilibre entre l'égalité, l'efficacité et des politiques économiques cohérentes à tous les niveaux. La représentante a proposé un objectif autonome portant sur la croissance économique soutenue, assorti d'une référence à la durabilité, et faisant partie intégrante d'un programme de développement cohérent.

La Colombie, intervenant également au nom du Guatemala, a souligné l'importance, entre autres: d'axer le programme actuel sur la convergence entre les pays; d'éviter le regroupement à outrance des questions dans les objectifs génériques et de se concentrer plutôt sur ce qui est « objectif »; d'identifier le caractère multidimensionnel de la pauvreté; de débattre des responsabilités du secteur privé; et de s'occuper de l'infrastructure et de la connectivité. Elle a également exhorté tous les organismes des Nations Unies à coordonner avec les États membres, l'élaboration du cadre de travail de l'après-2015, mais les a découragés de proposer des objectifs particuliers à eux seuls.

La République du Congo, au nom des États d'Afrique centrale, a souligné le besoin de trouver de nouveaux mécanismes de financement et de promouvoir des partenariats entre les secteurs public et privé. Le Cameroun a souligné que les transformations structurelles, la croissance économique soutenue, l'industrialisation, l'infrastructure et l'énergie devraient figurer en bonne place dans les ODD. Le délégué a également souligné la nécessité de partenariats et de la solidarité au-delà de l'APD.

La République de Corée a souligné que pour donner lieu à une croissance inclusive, durable et équilibrée, les ODD devraient contenir des engagements pour des politiques sociales

et une protection sociale. Le délégué a affirmé que les modes de production et de consommation des générations précédentes ne sont plus viables et que la coopération entre le système des Nations Unies et d'autres plates-formes internationales traitant des questions macro-économiques doit être soulignée.

Le Mexique, parlant également pour le Pérou, a déclaré que le programme doit indispensablement établir des inclusions sociales et financières permettant de faire face aux problèmes d'inégalité. Le délégué a appelé à un partenariat mondial pour le développement durable, et a appelé l'ONU à veiller au suivi des processus de Doha, de Monterrey et de Rio+20.

Le Royaume-Uni, intervenant également pour l'Australie et les Pays-Bas, a déclaré qu'une croissance fondée sur l'ouverture au commerce et aux marchés internationaux, accroîtrait la prospérité et éradiquerait l'extrême pauvreté. Le délégué a souligné que le programme doit tenir compte des différentes situations des pays, surmonter les obstacles posés à la croissance et à la participation et se concentrer sur l'accès de tous à l'infrastructure économique et sociale.

L'Égypte a appuyé le message de Bhagwati appelant à se concentrer sur l'instauration d'un environnement international propice à la croissance, soulignant que le passage de l'ère des OMD à celle des ODD représentera un abandon de l'approche donateur-bénéficiaire retenue dans le cadre des OMD. Le délégué a mis en exergue la suggestion de Bhagwati de se concentrer davantage sur les politiques que les objectifs, et a demandé si, lorsque l'on cherche à adopter des objectifs qui soient « universels et applicables à tous », ces objectifs pouvaient encore tenir compte des différentes approches nécessaires au traitement des besoins de pays ayant des niveaux de développement différents.

La Fédération de Russie a souligné que la mise en place d'une infrastructure financière et institutionnelle est un élément clé pour le développement industriel, et a mis en relief le rôle de l'ONUDI dans le développement d'une approche scientifique permettant l'apport d'un appui dans ce domaine.

Le Japon a encouragé qu'une « approche de développement centrée sur l'être humain », axée sur les personnes, soit intégrée dans les objectifs, les cibles et les rapports narratifs des ODD. Le délégué a également souligné la prise en compte des risques de catastrophes naturelles dans la planification de l'infrastructure.

Le grand groupe des Femmes a exprimé sa préoccupation que la concentration porte sur la croissance au lieu de porter d'abord sur la satisfaction des besoins sociaux. L'intervenante a également souligné l'importance des modes de production et de consommation durables et la promotion de mécanismes mondiaux visant à inverser la dynamique de « la course vers le bas » dans les domaines de la fiscalité, de l'environnement et des normes sociales.

Le délégué des îles Marshall a parlé des caractéristiques particulières des PEID, qui entravent la croissance économique et l'industrialisation, soulignant que la structure de la croissance est aussi importante que son taux. Elle a appelé à un investissement plus important dans l'infrastructure et la protection sociale, ainsi qu'à une rationalisation de l'accès aux ressources pour l'adaptation au changement climatique.

Le Bangladesh a déclaré qu'une « application compartimentée de la gouvernance ne servira pas le bien commun mondial » et que des ODD succincts sont nécessaires pour sécuriser les transitions transformatrices. Le délégué a mentionné aussi le besoin d'un débat franc sur l'avenir du partenariat international.

L'Éthiopie a déclaré que peu de pays ont été en mesure de surmonter les défis de la pauvreté sans l'industrialisation qui reste une étape importante de la croissance. Le délégué a indiqué qu'une grande importance devait être accordée à l'établissement d'un lien entre le développement durable de l'agriculture et le commerce, et que le monde en développement a besoin d'une transformation structurelle permettant d'éradiquer complètement la pauvreté.

La représentante des États-Unis, parlant également pour le Canada et Israël, a souligné que la GTCNL doit examiner le point de savoir si ces questions complexes peuvent être traduites en buts et objectifs quantitatifs ou si elles doivent être tenues pour uniquement des priorités politiques. Elle a soutenu la tenue d'un débat sérieux sur la question de l'inclusion, affirmant que le groupe pourrait envisager des propositions pour un but à lui tout seul ou pour « le raccordement de l'engagement à travers l'ensemble du programme ». Soulignant que davantage doit être fait pour exploiter le potentiel de transformation de la croissance économique inclusive, elle a fait référence aux questions de la lutte contre la pauvreté rurale, de l'investissement dans l'autonomisation des femmes, du traitement des effets environnementaux de la croissance et de l'instauration d'une gouvernance responsable.

L'Arabie Saoudite a souligné: la nécessité, pour les pays, de se conformer à l'objectif de 0,7% de l'APD; le droit des pays au développement; l'importance de la technologie dans la croissance économique; et l'importance des partenariats public-privé à tous les niveaux.

L'Afrique du Sud a attiré l'attention sur le programme de l'Union africaine pour le développement des infrastructures en Afrique, qui coordonne les projets d'infrastructure régionaux. Le délégué a également souligné que des lacunes restaient à combler dans le domaine du financement et a appelé à la poursuite de la participation du secteur privé et de la communauté des donateurs.

La Suède a déclaré qu'une croissance économique soutenue, durable et inclusive nécessite: la participation de tous les citoyens, avec une attention particulière aux questions touchant au rôle des femmes; une bonne gouvernance et la primauté du droit; des investissements publics dans les services publics et des opportunités d'emploi; l'intégration de la durabilité environnementale dans les domaines politiques; l'amélioration de la santé publique; et les politiques visant à atténuer les inégalités croissantes.

L'Union interparlementaire a déclaré que le but ultime des ODD devrait être les moyens de subsistance durables et des collectivités durables, précisant que « lorsque les gens prospèrent, la croissance suit tout naturellement ». Le délégué a également déclaré: que l'écologisation de l'économie est nécessaire mais pas suffisante pour le changement des dynamiques sous-jacentes; qu'il faut prendre plutôt le bonheur humain que le PIB, comme indicateur, et a souligné la nécessité d'une nouvelle microéconomie de développement durable.

La Banque mondiale a souligné qu'une « croissance à tout prix sème les germes de sa propre disparition ». Le délégué a indiqué que la voie à suivre comprend la vérité des prix et le traitement de la question des subventions. Il a précisé que la comptabilisation du capital naturel peut aider les politiques et planifications des pays, et a attiré l'attention, à cet égard,

sur le partenariat pour la promotion de la comptabilisation du patrimoine et l'estimation des services écosystémiques, « Wealth Accounting and the Valuation of Ecosystem Services » (WAVES).

LES EXPOSES DES EXPERTS ET LE DEBAT

INTERACTIF: Lundi après-midi, 25 novembre, les participants au GTCNL ont entendu les déclarations d'un groupe d'experts sur la croissance économique durable et inclusive, sur la politique macro-économique et sur le développement des infrastructures et l'industrialisation.

Mukhisa Kituyi, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), a souligné le rôle des facteurs économiques dans les futurs ODD. Il a souligné que que les OMD ont établi un parallèle entre développement et privations sociales de secteurs particuliers, mais que les ODD sont d'abord et avant tout des objectifs de développement qui doivent focaliser l'attention sur la création de moyens de subsistance et de capacités productives. Il a souligné que la portée des ODD exigera des investissements accrus dans les technologies propres et la capacité de production, pour réduire la pauvreté et l'inégalité des revenus. Il a mis en exergue le besoin de tirer des enseignements de la performance passée de certains pays asiatiques qui n'ont pas suivi les conseils de politique économique orthodoxe, et a souligné l'importance d'un cadre stratégique global pour la mobilisation des ressources et des technologies, leur canalisation vers les secteurs productifs et l'optimisation de l'impact du développement sur le terrain.

Amadou Sy, de la Brookings Institution, a fait état d'une augmentation de l'apport de capitaux privés vers l'Afrique sub-saharienne, depuis la Conférence de Monterrey en 2002, qui ont dépassé l'APD en importance. Il a souligné que la croissance de ces ressources externes a le potentiel de compléter les ressources nationales pour renforcer le secteur financier national, développer des marchés de capitaux locaux, renforcer les politiques macro-économiques et favoriser un environnement propice aux affaires. Il a souligné la nécessité de réorienter les investissements mondiaux vers le développement durable tout: en s'assurant que l'investissement direct étranger apporte des avantages aux entreprises locales, en réduisant les apports financiers illicites, en renforçant les partenariats Sud-Sud; en engageant la diaspora et en s'assurant que les transferts de fonds soient orientés vers des investissements favorisant la croissance; et en utilisant l'aide comme catalyseur pour l'apport d'investissements privés, repensant ainsi le partenariat entre les secteurs public et privé, pour financer le développement des infrastructures.

Amar Bhattacharya, Groupe intergouvernemental des vingt-quatre pour les questions monétaires internationales et le développement (G-24), a souligné que l'économie mondiale est au milieu d'un profond changement, et a mis l'accent sur la nécessité, entre autres: d'une réglementation adéquate des apports financiers et de l'intégration financière; d'une nouvelle approche des finances publiques; d'une amélioration des performances de l'impôt et de la coopération internationale dans la lutte contre l'évasion fiscale par les entreprises; et des investissements dans l'infrastructure.

Jeffrey Sachs, Université de Columbia, a déclaré que le travail du GTCNL est aussi important que n'importe quel travail dans le monde entier. Il a mis en exergue les discussions menées au sein du réseau des solutions pour le développement durable (RSDD),

qui ont abouti à des recommandations disant qu'il ne devrait pas y avoir plus de dix objectifs, qu'il faut utiliser l'appellation « ODD » et qu'on doit se concentrer sur ce qui suit: mettre fin à l'extrême pauvreté; l'emploi et le développement continu dans les limites planétaires; l'insertion sociale; l'éducation pour tous; la couverture de santé universelle; la sécurité alimentaire et l'agriculture durable; le changement climatique et l'énergie durable; la préservation de la biodiversité et des écosystèmes, y compris les sources d'eau douce; des villes résilientes et durables; et la bonne gouvernance.

Au cours du débat qui a suivi, en réponse à une observation de l'Irlande qui a souhaité voir les dix objectifs du RSDD aborder les trois dimensions du développement durable, séparément, Sachs a répondu qu'il est souhaitable d'avoir des objectifs sectoriels pour impliquer les communautés épistémiques, politiques et commerciales particulières. Répondant à une question du Bangladesh sur les moyens de mise en œuvre, Sachs a expliqué que ceux-ci font partie intégrante du dixième objectif consacré à la gouvernance. Au sujet de l'idée de convergence entre les pays, Sachs a indiqué que les objectifs mondiaux ne peuvent pas exister sans l'objectif sous-jacent de la convergence, et que cela faisait partie intégrante du cadre normatif plus large des ODD.

En réponse à une question du Pakistan sur l'innovation dans le financement du développement, Sy a précisé que les politiques, dans le sillage de la crise financière, sont trop axés sur l'amélioration de la stabilité du système financier, tout en soulignant l'importance du lien entre les apports de capitaux aux ODD et les transferts de connaissances et de technologies.

Bhattacharya a précisé que la concentration sur les infrastructures et la durabilité nécessite l'accès à la technologie et au financement et que cela englobe le besoin de moyens innovants pour le financement du développement. Il a également souligné l'importance d'une bonne gestion de la période de transition vers un nouveau système d'infrastructure. A une question du Pakistan sur les subventions qui causent une mauvaise répartition des ressources, il a souligné que les subventions ciblées font partie intégrante de la protection des pauvres.

La Colombie a demandé si les conférenciers ont des suggestions quant à la façon dont les ODD pouvaient être suffisamment souples pour évoluer ou pour « s'auto-corriger » au cours des 15 prochaines années. Le Zimbabwe a suggéré que des instruments tels que la dimension économique et la bonne gouvernance pourraient être considérés plutôt comme autant d'outils au service des divers objectifs que comme des objectifs, eux-mêmes. Palau a déclaré se sentir exclu de la liste de Sachs, vu que la pérennité de son pays dépendait du milieu marin. Le Kenya a souligné que l'industrialisation avait besoin d'énergie, et a demandé comment un objectif consacré à l'énergie durable allait pouvoir affecter la capacité des pays en développement à s'industrialiser. Le Kenya a également posé la question de savoir si l'idée consistait à convertir les buts et objectifs d'Aichi relatifs à la biodiversité en un ODD. Le délégué des Pays-Bas a déclaré que, dans leur extrême simplicité, les OMD étaient des mesures prises par le Sud, financées par le Nord, alors que le cadre de divers ODD proposés porte sur des actions entreprises dans le Nord, bénéficiant le Sud, et a souhaité en apprendre davantage sur la place que viendraient occuper, ici, les biens publics

mondiaux, et la manière dont ils allaient pouvoir être liés aux accords environnementaux multilatéraux existants et résoudre la différenciation.

Sachs a répondu que l'objectif ne consistait pas à supplanter le droit international, mais à faire en sorte qu'il fonctionne mieux grâce à la participation du public, et que le milieu marin seraient couvert dans l'objectif consacré à la biodiversité. Sachs a précisé aussi que les options relatives à l'énergie renouvelable en Afrique sont positives, et a ajouté que le moteur à combustion interne et le charbon « n'ont aucun rôle à l'avenir ». Le coprésident Körösi a déclaré que deux percées technologiques sont nécessaires: une meilleure préservation de l'énergie et la réduction du prix de la génération de l'énergie alternative.

Un représentant des Syndicats des travailleurs a présenté un compte rendu de la consultation que les grands groupes sociaux avaient tenu, vendredi 22 novembre, avec les coprésidents. Il y a indiqué qu'ils ont discuté d'un certain nombre d'options pour les ODD consacrés aux thèmes suivants: les droits humains, mettre fin aux inégalités et à la pauvreté, la gouvernance et les limites de la planète. Ils ont proposé que les ODD prêtent attention, entre autres, à l'égalité hommes-femmes, au changement climatique, à la réforme fiscale et à l'arrêt de l'accapement des terres et des ressources. La représentante du Réseau latino-américain a parlé de l'expérience de sa région avec les thèmes de l'ordre du jour, soulignant ses préoccupations au sujet de la transparence. Le délégué des communautés scientifiques et technologiques a suggéré de considérer la richesse de manière inclusive, en y englobant les stocks et les actifs. Le Service de liaison non gouvernemental (SLNG) a présenté son rapport sur les consultations tenues avec la société civile dans huit sous-régions, signalant que les objectifs qui ont émergé de leurs discussions ont porté sur la nécessité: de rééquilibrer la relation entre les pouvoirs; de surmonter l'exclusion; et de s'assurer une répartition juste et sûre des ressources.

L'ENERGIE

Le débat sur l'énergie a eu lieu mardi après-midi 26 et mercredi matin 27 novembre. La discussion a débuté par trois allocutions, après quoi les coalitions, les groupes d'intérêt du GTCNL et les grands groupes sociaux ont présenté leurs déclarations.

LES EXPOSES DES EXPERTS ET LE DEBAT

INTERACTIF: Adnan Amin, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA), a parlé de l'importance croissante de l'énergie renouvelable dans le monde. Il a souligné que le monde se trouvait confronté à des changements sans précédent et que les économies à croissance rapide devenaient plus affamées d'énergie, précisant toutefois que nous vivons une époque où « la possibilité d'un système d'énergie propre, basé sur des sources autochtones, est à portée de main ». Amin a cité des exemples de nombreux pays où les prix de l'énergie renouvelables sont en baisse rapide, où des investissements à grande échelle créent des rendements et où l'énergie renouvelable est de plus compétitive sur la grille. Il a indiqué que des politiques et réglementations solides qui créent un cadre propice à l'investissement et à la transformation économique, sont nécessaires. Mettant en relief les objectifs de l'énergie durable pour tous (SE4ALL), de l'accès universel à l'énergie et du doublement de l'efficacité énergétique et de la

part des énergies renouvelables, d'ici 2030, Amin a souligné que ces objectifs ne pourraient être atteints que si les bonnes mesures sont prises par tous les acteurs.

Vijay Modi, Université de Columbia, a souligné que l'extension de l'accès à l'électricité pour les personnes qui en sont actuellement exclues ne peut être réalisée, à court terme, sans l'utilisation de combustibles fossiles. Se concentrant sur l'Afrique, il a souligné qu'il y a une demande économique d'utiliser des combustibles fossiles plutôt pour le développement interne que pour celui des exportations. Se fondant sur les résultats de recherche expérimentale, il a souligné: que les pauvres sont prêts à payer pour la fourniture d'une énergie fiable sur une base individuelle; et que la demande augmente de manière significative lorsque des services énergétiques leur sont fournis.

Daniel Kammen, Université de Californie, Berkeley, avait parlé plus tôt dans la journée, et avait mis en exergue: les défis posés par l'existence d'une pauvreté énergétique, sous multiples formes, tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales; l'existence de services énergétiques hors réseau qui complètent et qui ne concurrencent pas la grille centrale; et les efforts fournis par la Californie pour atteindre ses objectifs de réduction du carbone.

Plusieurs délégués ont souhaité en savoir davantage sur le recours à des subventions en faveur des énergies renouvelables et sur la question de l'intégration des énergies renouvelables à l'utilisation de combustibles fossiles dans une période transitoire, reliant ce sujet aux difficultés posées aux négociations sur le changement climatique. L'Italie s'est enquis de l'importance de l'efficacité énergétique, étant donné que « la vraie énergie renouvelable est l'énergie que nous n'utilisons pas ». « Le Pérou a souligné que l'élaboration des objectifs et indicateurs relatifs à l'énergie doit prendre en ligne de compte les compromis et les rapports entre les divers domaines du développement durable.

Amin a souligné que le paysage énergétique évolue très vite, les énergies renouvelables étant devenues la charge de base dans un certain nombre de pays et de systèmes de gaz/hybrides renouvelables offrant un moyen de parvenir à la fiabilité. Il a également indiqué que les subventions accordées aux combustibles fossiles sont plus nombreuses que celles accordées à l'énergie renouvelable de l'ordre de 10 contre 1, et y a ajouté les coûts, pour la société, découlant de la pollution.

Modi a déclaré que la « symphonie complexe » de l'intégration de carburant est à peine en train de se développer, et que la souplesse à court terme que le gaz fournit est toujours importante. Répondant à une question sur l'accès de la demande d'énergie, Modi a indiqué que l'objectif, pour les 30 prochaines années, consistera à dé-carboniser le monde, mais que cela ne se fera pas « sur le dos des pauvres ». Il a souligné que l'accès au capital à faible coût, à l'échelle mondiale, était nécessaire pour permettre à la transition de se produire rapidement. Répondant à la question d'un délégué sur les OMD, Modi a déclaré que les objectifs du programme de développement actuel sont encore nécessaires.

Réagissant à une question sur l'accès, Amin a mis en exergue le potentiel du modèle mini- réseau intelligent qui intègre l'énergie éolienne ou solaire avec le diesel pour l'électrification rurale. Au sujet du potentiel des coûts et des ressources, il a souligné: qu'il est essentiel de déterminer d'abord le potentiel

de la ressource technique, élément qui fait partie de l'initiative de cartographie des ressources de l'IRENA; et que l'équation du coût de l'énergie renouvelable est en train de changer, ce qui rend l'énergie éolienne dans certains cas moins cher que les sources traditionnelles du réseau. Il a en outre souligné que le potentiel de l'énergie éolienne et solaire prévue peut répondre à la structure de la demande, et cela montre le potentiel de transformation des réseaux intelligents, où les consommateurs d'énergie en deviennent aussi producteurs.

La représentante du grand groupe des sciences et technologies a souligné les conclusions du rapport d'Evaluation globale de l'énergie, qui rend compte des trois objectifs de l'initiative de SE4ALL. Elle a également apporté son soutien à un objectif unique sur le thème de l'énergie dans les ODD et a souligné que l'énergie est cruciale pour tous les autres ODD.

Plusieurs délégués ont posé des questions au sujet des besoins particuliers des PEID. L'Iran a posé des questions sur le rôle des droits de propriété intellectuelle (DPI) dans le cadre d'un objectif. Le délégué des Pays-Bas a souhaité en apprendre davantage sur la façon de s'assurer que les investissements d'infrastructure à grande échelle servent les besoins des pauvres, de savoir quels sont les trois premières mesures recommandées par l'orateur, de quelles manière les questions de l'égalité hommes-femmes figurent dans le débat politique, et comment faire en sorte que la tarification intègre les coûts externes des combustibles fossiles. Le Canada a demandé si l'environnement réglementaire et de l'investissement était prêt à un investissement massif dans les énergies renouvelables.

Amin a souligné qu'avec leur déploiement rapide à grande échelle, certaines technologies de base sont de plus en plus disponibles et a précisé que la transparence autour des droits de propriété intellectuelle est indispensable. Il a mis en exergue le soutien à la bioénergie, notamment les biocarburants de deuxième génération, l'efficacité et les secteurs d'utilisation finale, et les cadres politiques du financement.

Kandeh Yumkella, Représentant spécial du Secrétaire général chargé du SE4ALL, a souligné que des mesures pyramidales à la fois descendantes et ascendantes sont nécessaires, et a proposé l'adoption d'un objectif mondial pour une énergie sûre et durable pour tous, assorti de sept cibles ou indicateurs portant sur: l'accès universelle à l'énergie, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, le lien énergie-santé, le lien énergie-eau, le lien énergie-sécurité alimentaire et l'autonomisation de l'interaction énergie-femmes.

Le grand groupe du Commerce et de l'Industrie a souligné que l'éradication de l'extrême pauvreté doit rester l'objectif principal, et que l'accès à l'énergie est essentiel à cet égard. Il a indiqué que les initiatives visant à promouvoir l'énergie propre devraient être d'ordre global et devraient inclure l'utilisation durable des combustibles fossiles.

Le grand groupe des Enfants et des Jeunes a apporté son appui à un objectif favorisant l'accès à l'énergie, assorti d'une campagne de rationalisation de la consommation d'énergie. La représentante a également encouragé l'octroi d'une attention à l'interaction énergie-eau-sécurité alimentaire.

Le grand groupe des Femmes a déclaré que l'accès à l'énergie est particulièrement nécessaire dans les communautés reculées et mal desservies. La représentante a expliqué que des solutions rapides et décentralisées pour une énergie propre

et fiable sont nécessaires dans ces lieux, et que les avantages sociaux des technologies sobres en carbone doivent être pris en considération.

Amin a conclu en soulignant qu'il s'agit là d'un moment important de l'histoire, compte tenu des transformations apportées par la façon dont les économies évoluent. Il a précisé qu'en ce moment révolutionnaire, les énergies renouvelables doivent bénéficier d'une bonne combinaison de mesures politiques au niveau national et d'objectifs à atteindre au niveau international, invitant les délégués à « veiller à que l'énergie figure bien parmi les objectifs retenus ».

Modi a applaudi les liaisons établies par les intervenants entre l'énergie, la santé, l'eau, l'éducation et de la nutrition. Il a indiqué que les solutions doivent être à la fois d'ordre descendant et ascendant, et a mis en exergue le rôle que les jeunes et les universités jouent dans ce processus.

ÉCHANGE DE VUES INTERACTIF: Mercredi matin, l'UE a souligné que l'énergie est un thème qui relie les trois dimensions du développement durable, et a attiré l'attention, entre autres, sur: le potentiel des objectifs retenus dans l'initiative de SE4ALL pour la réalisation de l'allègement de la pauvreté, de la croissance économique et de la durabilité environnementale, de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables pour réduire la dépendance sur les combustibles fossiles, et des mécanismes de financement adéquats et innovants.

Le Bénin, au nom des PMA, a rappelé les objectifs liés à l'énergie du Programme d'action d'Istanbul en faveur des PMA, et a attiré l'attention sur une réunion de haut niveau organisée en septembre 2013, qui a appelé à l'établissement d'un objectif commun sur l'énergie dans le programme de développement de l'après- 2015, avec une attention particulière aux besoins spécifiques des PMA.

Le Gabon, au nom du Groupe africain, a parlé des efforts fournis par les pays africains dans le cadre de l'initiative de SE4ALL, et a insisté sur la question cruciale du financement, soulignant l'importance de l'APD, des partenariats public - privé et de la création d'un environnement international propice à l'investissement.

L'Indonésie, parlant également pour la Chine et le Kazakhstan, a déclaré que l'énergie doit être intégrée dans les ODD, et qu'il est essentiel que les pays en développement tracent leur propre voie dans le domaine de l'énergie. La représentante a mis en exergue l'importance du transfert de technologie et de l'expansion des capacités humaines et a également recommandé que tous les pays fassent pression pour une révolution technologique de l'énergie et plaident en faveur de l'efficacité énergétique.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a souligné la nécessité d'une fourniture efficace d'une énergie abordable, et a indiqué que les PEID pourraient révolutionner leur accès à l'énergie en utilisant l'énergie éolienne, solaire et marine. Elle a attiré l'attention sur la DOCK des PEID, une initiative qui aide les PEID dans le domaine de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique, et a appelé à un accès accru à l'énergie des pauvres et des populations vivant dans des régions éloignées. Elle a appelé à retenir l'énergie durable pour tous comme l'un des ODD.

La Norvège, parlant également pour le Danemark et l'Irlande, a déclaré que l'énergie durable doit être intégrée dans les ODD, et a proposé la création d'au moins trois objectifs mondiaux visant l'accès universel à des services énergétiques

modernes, le doublement des niveaux mondiaux de recours aux énergies renouvelables et l'efficacité énergétique d'ici 2030. Le délégué a également souligné l'importance de la création d'un environnement favorable et de l'octroi d'une attention aux droits des femmes et à l'égalité hommes-femmes.

Le délégué de Trinité-et-Tobago, intervenant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a souligné que l'énergie n'est pas seulement une question de croissance économique, mais concerne aussi l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation et la survie de leurs pays. Il a apporté son appui à un ODD sur l'énergie, avec une attention aux besoins des petits États insulaires.

La représentante des Pays-Bas, parlant aussi au nom du Royaume-Uni et de l'Australie, a souligné que l'énergie est un besoin humain fondamental. Elle a particulièrement souligné les effets néfastes de la pauvreté énergétique sur les femmes et les enfants, tout en appelant à la participation active du secteur privé, des gouvernements et de la société civile.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom de la PEID du Pacifique, a parlé des effets négatifs de l'insécurité énergétique et de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles importés sur la croissance économique, et des menaces qui pèsent sur la région du fait du changement climatique. Il a souligné les efforts fournis à l'échelle de la région pour relever les défis de l'énergie, en particulier pour ce qui est de la disponibilité des données sur l'énergie.

Le Monténégro, parlant également pour la Slovaquie, a souligné que l'énergie doit être traitée comme l'une des pierres angulaires des ODD. Le délégué a précisé que les solutions doivent être globales, mais suffisamment souples pour être adoptées au niveau local, et a suggéré que des mécanismes, tels que les conseils nationaux de développement durable, soient utilisés pour assurer la participation des parties prenantes dans les processus décisionnels concernant l'énergie. Il a souligné que l'objectif doit être fondée sur des preuves, avoir des mesures quantitatives et impliquer une interface politique-scientifique solide.

Le Nicaragua, parlant également au nom du Brésil, a déclaré que des mesures en faveur de l'efficacité sont importantes, mais secondaires, vu qu'il est impensable que des ODD puissent être axés sur des mesures de carence, et que les mesures d'efficacité sont déterminées par la capacité technologique. Il a souligné que si l'efficacité énergétique est incluse comme ODD, le transfert de technologie devra y être intégré.

Singapour, parlant également pour Chypre et les Emirats arabes-unis, a souligné le besoin d'une l'attention à l'énergie durable: on doit se référer à des sources d'énergies durables ainsi qu'à une utilisation durable de l'énergie; on doit mettre en évidence le caractère transversal de l'énergie et le rôle de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique; et on doit intégrer l'universalité, la souplesse et l'adaptabilité des objectifs.

La Bulgarie, parlant également pour la Croatie, a souligné qu'en abordant la question de l'énergie, nous abordons un grand nombre des défis auxquels nous nous trouvons confrontés aujourd'hui. La représentante a suggéré de fournir des orientations sur la façon de s'assurer que le mode de production de l'énergie soit durable.

L'Italie, parlant également au nom de l'Espagne et de la Turquie, a appelé à un ODD spécifique, contenant les cibles retenues dans l'initiative de SE4ALL, et a indiqué qu'il devrait

également être intégré dans les objectifs de développement consacrés à la réduction de la pauvreté, à la lutte contre les effets du changement climatique, à l'agriculture durable et à l'eau.

Le Viet Nam, parlant aussi au nom du Bhoutan et de la Thaïlande, a accueilli favorablement l'objectif dédié à l'énergie et l'approche transversale pour le traitement de ce thème inscrit à l'ordre du jour. Le délégué a indiqué qu'il est besoin d'un financement, de connaissances et de technologie en rapport avec l'énergie durable, partout dans le monde et, particulièrement, en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud-Est.

La Suisse, parlant également au nom de la France et de l'Allemagne, a souligné qu'un objectif visant le soutien de la création d'environnements nationaux permettant l'accès universel à l'énergie durable doit faire partie de l'ODD consacré à l'énergie.

L'Arabie saoudite a déclaré que l'énergie est un domaine unique qui peut être placé dans un objectif quantitatif avec la fourniture d'un financement pour y parvenir. Il a souligné que les combustibles fossiles continueront à contribuer à la satisfaction des besoins en énergie du monde, et a appelé à la promotion de technologies de combustibles fossiles plus propres.

La République du Congo, au nom des États d'Afrique centrale, a parlé du potentiel de la sous-région dans le domaine de la production d'énergies renouvelables, et a déclaré que les efforts devant être fournis pour la création de l'infrastructure de l'énergie seront importants. Le délégué a précisé que les questions de l'énergie, de l'eau, de la santé et de l'assainissement doivent être traitées séparément.

L'Equateur a souligné que des modes de consommation et de production durables permettraient une amélioration de la disponibilité de l'énergie pour les plus vulnérables. Le délégué a averti que la question des subventions accordées aux combustibles fossiles ne doit pas être simplifiée, vu que beaucoup d'entre elles ont des effets bénéfiques pour les pauvres et sont conçues dans le cadre de politiques de développement durable.

La République de Corée a également embrassé les objectifs de l'initiative de SE4ALL, et a précisé qu'une attention particulière devrait être accordée aux PEID et aux pays qui se trouvent dans des situations particulières.

Le Bangladesh a souligné la nécessité de se pencher à la fois sur les questions de l'approvisionnement et de la demande, en mettant l'accent sur les considérations d'équité, d'accessibilité, de connectivité régionale et des modèles adaptés au contexte.

Le Japon a parlé de ses efforts pour assurer la sécurité énergétique, utiliser les technologies d'énergies renouvelables et accroître l'efficacité énergétique, après le séisme et le tsunami de 2011. Le délégué a dit attendre avec impatience la poursuite de la discussion sur les questions de faisabilité et de pertinence en rapport avec l'initiative SE4ALL du Secrétaire général.

L'Iran a souligné que les indicateurs devraient être fondés sur les réalités, et a suggéré que les objectifs et les indicateurs devraient porter sur les piliers de la production, de la consommation, des interconnexions et des efforts fournis à tous les niveaux.

Le délégué des Îles Marshall, au nom du Forum des îles du Pacifique, a déclaré que l'efficacité énergétique est reconnue comme étant un élément clé de la lutte contre le changement climatique, et a signalé la forte dépendance des petits pays insulaires à l'égard des combustibles importés.

L'Ouganda a souligné la nécessité d'examiner les questions de durabilité environnementale, de la source à la destination finale de l'énergie. Le délégué a indiqué que les investissements doivent être financés d'une manière qui renforce l'interconnexion des différents éléments du développement.

La Nouvelle-Zélande a réitéré ses observations précédentes sur les lacunes dans la réalisation des OMD et la centralité de l'accès à l'énergie. La représentante devait également encourager la dissociation du développement de l'utilisation de combustibles fossiles et la réforme des subventions accordées aux combustibles fossiles.

Palau a exhorté l'intégration d'une focalisation sur les océans dans l'ODD consacré à l'énergie, et a attiré l'attention sur le lien entre l'énergie et la santé. L'Ukraine a déclaré que l'énergie est une question à plusieurs aspects, et que les ODD doivent inclure une approche diversifiée de l'approvisionnement et de la production d'énergie. Le délégué a souligné que l'énergie, la durabilité et la sécurité sont des questions interdépendantes.

Le grand groupe des Peuples Autochtones a signalé que des communautés autochtones sont déplacées de leurs foyers et de leurs moyens de subsistance à cause de la construction de projets d'énergie renouvelable à grande échelle.

Le grand groupe des Enfants et des Jeunes, a déclaré qu'un leadership est nécessaire pour passer d'une économie axée sur la croissance à une économie permettant une meilleure conservation et gestion des ressources naturelles.

Le grand groupe des Femmes a souligné la nécessité d'une responsabilité dans la production, l'accès et la gestion de l'énergie, et a parlé du besoin d'adopter un cadre des droits humains.

Le grand groupe du Commerce et de l'Industrie a souligné que toutes les options énergétiques comportent des risques, et que toutes les options devraient être déployées assorties de mesures de gestion de ces risques.

Le grand groupe des ONG a parlé du besoin de technologies énergétiques durables dans les pays en développement, et a souligné que les lois strictes régissant les brevets constituent souvent une entrave pour l'ingénierie du développement durable. Le grand groupe des ONG, 'Commons Cluster' a déclaré que l'énergie est déjà un patrimoine mondial, et a encouragé les délégués et autres intervenants à utiliser leur position pour apporter des changements internes.

SYNTHÈSE ET OBSERVATIONS FINALES DES COPRÉSIDENTS

Le coprésident Körösi a présenté la synthèse des coprésidents et a souligné qu'en dépit de la complexité des sujets abordés, il y a un degré élevé de convergence sur nombre d'idées. Il a souligné plusieurs questions abordées, comme le droit au développement, l'éradication de la pauvreté en tant qu'objectif principal, la convergence entre les pays, le rôle des politiques nationales bien formulés, l'inégalité, l'industrialisation et la promotion des petites et moyennes entreprises, les déficits d'infrastructure, la coordination des politiques macroéconomiques, l'intégration des institutions financières internationales, le commerce en tant que moteur de la croissance, l'allègement de la dette, la mobilisation des ressources nationales, la dé-carbonisation des systèmes énergétiques et l'importance des voies de transition de l'énergie, et le financement.

En réponse à la synthèse des coprésidents, le Pakistan et le Nicaragua ont encouragé l'octroi davantage d'attention aux moyens de mise en œuvre. Plusieurs délégations, dont l'Arabie saoudite, le Nicaragua et le Bénin, ont souligné que, tirer des enseignements d'autres organisations et initiatives est encouragé, mais qu'il faut garder à l'esprit que le GTCNL est un processus intergouvernemental. La Bolivie, le Bénin et la Colombie, entre autres, ont attiré l'attention sur les peuples autochtones, les zones rurales et les paysans. Plusieurs délégations, dont la Colombie, les Pays-Bas et l'UE, ont souligné la nécessité de prêter attention aux liens entre l'énergie et le changement climatique.

Le coprésident Kamau a conclu en soulignant que le GTCNL commençait à se concentrer sur des recommandations claires et a exhorté les délégations à continuer de faire la distinction entre les objectifs et les moyens nécessaires à leur réalisation. Après avoir présenté les thèmes pour la GTCNL-6, Kamau a levé la séance à 16h30.

BREVE ANALYSE DE LA GTCNL-5

Lorsque la cinquième session du Groupe de travail à composition non limitée sur les objectifs de développement durable s'est ouverte le 25 novembre, plus de cinq mois après la quatrième session, il était clair que les participants étaient impatients de revenir aux travaux d'inventaire et d'analyse, malgré la période de temps chargée entre les négociations de l'AGNU et de la CCNUCC et la préparation des vacances. Dès le début, les participants ont indiqué qu'un changement notable dans le contexte des discussions du GTCNL allait sans doute se faire sentir. Une foule d'activités menées et de réunions tenues au cours de la période intérimaire et l'attention accordée par l'Assemblée générale des Nations Unies, par le secteur privé et par la société civile, ont placé le programme de développement de l'après-2015 dans un champ lumineux plus large qu'il n'était au mois de juin dernier.

Ce regain d'énergie n'a pas été gaspillé, le GTCNL se détournant de l'examen des sujets « susceptibles de s'avérer consensuels » de la pauvreté, l'éducation, la santé, la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement, la désertification et la sécheresse et la culture, et des questions plus difficiles de politiques macroéconomiques, de l'industrialisation et du panier énergétique mondial. Les participants à la GTCNL-5 ont semblé être en accord sur la nécessité de l'industrialisation et de la transformation structurelle dans les pays en développement, ainsi que sur les menaces posées par les marchés financiers mondiaux non réglementés et par la dette souveraine. La nécessité d'un commerce ouvert et fondé sur des règles, d'environnements propices à l'investissement et d'une croissance véritablement inclusive, ont été systématiquement mis en exergue comme comptant parmi les facteurs les plus importants pour la réalisation du développement et l'éradication de la pauvreté.

Malgré cette convergence d'idées, les délégués se sont interrogés sur la manière dont des politiques de croissance macroéconomiques allaient pouvoir être reflétées dans les nouveaux objectifs de développement. Jagdish Bhagwati, de l'Université de Columbia, a demandé au groupe d'examiner le point de savoir si ces questions étaient appropriées pour un cadre d'objectif ou si elles ne sont que des priorités de politique générale et s'avérer, par conséquent, plutôt des

instruments que des objectifs. De nombreuses délégations ont relevé cette distinction, se demandant à haute voix comment des ambitions économiques allaient pouvoir être « converties en objectifs ». En outre, alors que certains Etats parlaient de liens entre la dimension économique du développement durable et l'éradication de la pauvreté, quelques intervenants ont mentionné l'existence d'éventuels compromis entre la croissance économique, d'une part, et la durabilité environnementale et l'inclusion sociale, de l'autre.

Le débat sur l'énergie a donné lieu à un échange dynamique, beaucoup reconnaissant que l'accès à l'énergie devait figurer en bonne place dans le programme de développement de l'après-2015. Présentant l'énergie comme étant un « élément clé » du développement - terme qui, comme certains l'ont fait remarquer, a été également appliqué aux thèmes de la santé, de l'éducation, de l'eau et de la sécurité alimentaire, l'interconnexion entre l'accès à l'énergie durable et tous les autres thèmes a été maintes fois souligné. Kandeh Yumkella, représentant spécial du Secrétaire général, chargé de l'Energie durable pour tous, a fait un plaidoyer passionné en faveur d'un ODD consacré à l'accès à l'énergie pour tous, et les délégués du GTCNL ont été invités par le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, durant le dîner organisé la deuxième soirée de la GTCNL-5, à examiner ce même sujet, mettant en exergue « l'énergie » entourant la considération d'un ODD portant sur ce point de l'ordre du jour. Cette proposition, et un exposé des ODD potentiels, présenté par Jeffrey Sachs, du RSDD, ont retenu l'attention des délégués qui semblaient désireux de passer de la cartographie intentionnelle des positions à l'élaboration de la liste finale des ODD. Alors que les sujets de politique macro-économique étaient abstraits et que les options politiques soulevées semblaient souvent au-delà du champ du programme de développement des Nations Unies ou de la compétence du GTCNL, davantage d'aspirations « convertissables en objectifs » pour l'accès universel à l'énergie et pour le développement des énergies renouvelables, ont généré des propositions concrètes pour des objectifs et des indicateurs. De nombreux participants ont également pris part à des réunions et des discussions tenues en marge de la GTCNL-5 pour y débattre de la façon dont toutes les propositions pouvaient être converties en buts, objectifs et indicateurs, et de la manière de tenir compte des appels à l'intégration des éléments transversaux.

Dans leurs conclusions, les coprésidents Körösi et Kamau ont souligné l'existence d'un degré de convergence, apparemment élevé, entre les délégations. Un délégué a résumé cette impression en disant « nous sommes tous en train de parler des mêmes sujets ». Un certain nombre de questions clés, cependant, ne jouissent pas du même niveau de consensus, comme celles du changement climatique et du rôle des combustibles fossiles dans la transition vers un nouveau système d'énergie.

La prochaine session du GTCNL s'ouvrira le lundi 9 décembre et continuera à répondre à certaines de ces questions difficiles. Reste à voir si la convergence des idées, que certains ont identifiée comme ayant caractérisé la GTCNL-5, va se poursuivre au cours des sessions à venir. Les négociations sur le résultat final ne sauraient pas être complètement évitées, comme l'a espéré avec humour, l'un des coprésidents, mais l'énergie constructive de la GTCNL-5 donne de l'espoir pour les prochaines sessions du GTCNL.

REUNIONS A VENIR

Sixième session du GTCNL sur les ODD: La GTCNL-6 se concentrera sur: les moyens de mise en œuvre, le partenariat mondial pour le développement durable, les besoins des pays en situation particulière - les pays africains, les PMA, les pays en développement sans littoral et les PEID, ainsi que sur les défis spécifiques posés aux pays à revenu intermédiaire, les droits humains, le droit au développement, et la gouvernance mondiale. **dates:** 9-13 décembre 2013 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1678>

Septième session du GTCNL sur les ODD: La GTCNL-7 sera axée sur les villes et les établissements humains durables, les moyens de transport durables, les modes durables de consommation et de production (y compris les produits chimiques et les déchets), et le changement climatique et la prévention des risques de catastrophe. **dates:** 6-10 janvier 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1679>

Huitième session du GTCNL sur les ODD: La GTCNL-8 mettra l'accent sur les océans et les mers, les forêts, la biodiversité, la promotion de l'égalité, y compris l'équité sociale, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et la prévention des conflits, la consolidation de la paix post- conflit et la promotion d'une paix durable, la primauté du droit et la gouvernance. **dates:** 3-7 février 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1680>

GLOSSAIRE

AOSIS	Alliance des petits États insulaires
FPHN	Forum politique de haut niveau sur le développement durable
IFIs	Institutions financières internationales
PMA	Les pays les moins avancés
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
APD	Aide publique au développement
GTCNL	Groupe de travail à composition non limitée
ODD	Objectifs de développement durable
RSDD	Réseau pour les solutions de développement durable
PEID	Consentement préalable en connaissance de cause
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
OMC	Organisation mondiale du commerce